

Discours du Président de la République - Forum européen sur la puissance de calcul, les sciences et technologies quantiques et les semi-conducteurs.

Monsieur le Premier ministre,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Madame la préfète,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Monsieur le président du conseil départemental,
Madame la maire,
Mesdames et Messieurs les élus,
Monsieur le délégué général pour l'armement,
Monsieur le secrétaire général pour l'investissement,
Madame l'administratrice générale du CEA,
Monsieur le directeur général du CNRS,
Mesdames et Messieurs les chercheurs, les industriels,
Mesdames et Messieurs en vos grades et qualités,
Merci de votre présence.

Je suis très heureux avec le Premier ministre et plusieurs ministres, d'être parmi vous aujourd'hui, ici, au Très Grand Centre de Calcul du CEA à Bruyères-le-Châtel. Ce lieu s'inscrit dans cette vallée du savoir qui rassemble les meilleures universités, grandes écoles, organismes de recherche, entreprises de pointe. C'est une grande fierté française, une force française, c'est important de nous retrouver là sur la question des technologies de calcul, du quantique, des semi-conducteurs. Ici, se concentrent des décennies de recherches, d'ingénieries, d'innovations industrielles, de visions stratégiques, au cœur d'ailleurs d'une vision française, duale, ce site du CEA et la présence de la DAM ici le montrent ô combien, de la capacité aussi à œuvrer entre la recherche fondamentale, la recherche appliquée et le monde industriel, entre le civil et le militaire. Ici se croisent le calcul classique avec l'ordinateur Joliot-Curie, le quantique avec Lucy, que nous venons de voir, l'IA bientôt avec le data center Mistral d'Éclairion à quelques centaines de mètres, et demain, l'Exascale Alice Recoque, mais aussi les semi-conducteurs, essentiels à tout cela. Le civil, le militaire, le public, le privé, une grande tradition de recherche française, et notre avenir qui se joue ici également.

Nous devons relever ce défi tous ensemble, au fond, le fil directeur, à la fois de ce que vous faites au quotidien, mais de l'approche sur laquelle je veux ici insister, c'est l'importance de continuer à avoir cet écosystème profondément intriqué. Chercheurs, enseignants, ingénieurs, doctorants, techniciens, entrepreneurs, industriels, investisseurs, équipes des universités, du CEA, du CNRS, de l'INRIA, et évidemment aussi de la DGA et des industriels militaires. Je veux remercier toutes celles et ceux qui, non simplement, prennent part, mais font vivre ces grands projets, nous les ont présentés, c'était au cœur de vos tables rondes ce matin avec les ministres et de ce qui vient de nous être ici montré. Ce lieu n'est pas anodin, il dit en effet l'importance de ces grands projets pour le pays, du lien entre notre dissuasion nucléaire, les simulations, l'importance du calcul et ensuite cette capacité à irriguer la recherche.

Désormais, nous pouvons continuer de compter évidemment sur le CEA avec les autres organismes de recherche mentionnés, pour investir dans le quantique et les semi-conducteurs. Ce dont nous parlons aujourd'hui, c'est au fond du défi de notre indépendance, de notre souveraineté sur ces grandes capacités de l'électronique, du calcul, et aussi de l'IA pour les années, les décennies à venir. La révolution du calcul est un tournant technologique et les années qui s'ouvrent seront celles de la convergence entre trois grandes révolutions : le calcul haute performance, l'intelligence artificielle et le quantique. Je le disais déjà, en 2021, lors du lancement du premier Plan quantique en France, j'étais aux côtés de beaucoup d'entre vous, c'est une révolution scientifique et économique. C'est exactement ce que nous avons vécu ces dernières années.

D'un côté, le quantique remet en cause les architectures cryptographiques qui sécurisent nos communications, nos systèmes bancaires, certains de nos systèmes de défense, pour rester pudiques. De l'autre, il est une source inestimable d'innovation pour les télécommunications, la santé, la chimie, l'énergie, la défense, une fois encore ; je pense à la recherche, aux investissements, au premier déploiement d'une offre quantique, par exemple par Orange, pour ses réseaux sécurisés, au développement de Thales, qui nous ont été montrés dans la sécurité post-quantique de nos dispositifs de défense, comme de nos cartes SIM. De même, sur les semi-conducteurs, infrastructures clés pour tout calcul numérique, des voitures aux ordinateurs les plus puissants, leur maîtrise, on le sait bien, est fondamentale. Comme souvent dans le numérique, cette course fait que le premier qui atteint l'usage emportera toute la mise. C'est aussi pour ça que nous sommes là avec le Premier ministre et les ministres à vos côtés.

Nous sommes conscients de tout ce qui a été fait, je vais y revenir rapidement, sur ces dernières années, avec le Plan quantique, avec aussi ce qui a été fait sur les semi-conducteurs et l'IA. Nous sommes convaincus que nous sommes dans une phase de très forte accélération où beaucoup de choses se jouent. Les 18-24 mois à venir sont absolument décisifs pour la recherche comme pour nos industriels. On sait que ceux qui réussiront, en particulier dans le quantique, à prendre les options technologiques les plus radicales, ceux qui réussiront cette phase, seront ceux qui bâtiront les standards, prendront les parts de marché. Les 18-24 mois à venir sont clés pour réussir dans la construction de cette chaîne de valeur souveraine européenne. On sait où est le défi. Le défi, c'est d'avoir des semi-conducteurs, infrastructures, capacités de calcul, cloud, IA et usage applicatif, les plus souverains possibles. Nous connaissons nos vulnérabilités.

La France avait plaidé pour avoir un cloud souverain européen, les autres ne nous ont pas suivis. J'espère qu'on pourra reconquérir cette part. On a aujourd'hui, en particulier sur le quantique, sur le semi-conducteur, sur tous ces sujets, une bataille de la souveraineté qui est en train d'être conduite et qu'on doit absolument réussir, au fond, une géopolitique du calcul, où les dépendances technologiques deviendront de plus en plus des dépendances économiques, industrielles, stratégiques, sans doute même démocratiques. L'horizon stratégique est clair, c'est celui-ci, à Paris comme à Bruxelles, nous devons accélérer. Nous devons accélérer parce qu'on a beaucoup de force, je vais y revenir, mais nous sommes à un moment où il y a une accélération et les chiffres doivent nous rendre lucides sur nos dépendances. Depuis l'été dernier, les sociétés américaines du quantique accélèrent avec des levées de fonds et des valorisations record, appuyées par les GAFAM.

En un an, le rapport de valorisation entre nos champions européens et leurs concurrents américains est passé d'un rapport d'un à trois à un rapport d'un à sept. Sur les semi-conducteurs, je constate encore que plus de 90 % des capacités avancées de production demeurent à Taïwan, l'objectif que l'on s'était fixé en Européens de 20 % de production mondiale d'ici 2030, c'était le premier Chips Act européen, ne sera pas atteint. Nous sommes encore en retard sur ce Plan de début de reconquête de souveraineté. On voit bien que le moment est critique, c'est cette phase d'accélération, nous devons réussir ce virage. Tout ça se fait dans un contexte où la même lucidité doit nous conduire à dire que nous sommes dans la bataille quand on parle de quantique, et nous avons des forces, notre écosystème a des forces, vous, quand on parle de quantique et d'électronique.

L'Europe compte les cinq prix Nobel mondiaux des technologies quantiques attribués depuis 2021, tous issus de nos laboratoires publics, la plupart ayant travaillé sur le plateau de Saclay. Je salue la présence de Michel Devoret à nos côtés aujourd'hui. Elle dispose du deuxième vivier mondial de chercheurs et de start-up. Nous sommes crédibles en termes de formation, en termes d'organismes de recherche, en termes d'écosystèmes de start-ups. Tout ça, c'est la base de l'école française, des grands paris qui ont été faits, des grands programmes, et qui vient de loin, avec aussi cette approche duale, le CEA y est pour beaucoup, le CNRS et l'INRIA à ses côtés. Nous avons fait ces dernières années aussi des choix forts pour bâtir notre souveraineté numérique, la consolider à travers des infrastructures critiques, pour relancer aussi avec le premier plan en Europe d'intelligence artificielle, que l'on a su ensuite monter à l'échelle, puis avec la volonté, justement, de bâtir ce Plan quantique il y a maintenant cinq ans et avoir une stratégie semi-conducteurs française et européenne.

D'ailleurs, quantique et semi-conducteurs sont deux piliers structurants de France 2030, lancé à la même période. Sur le quantique, le Plan lancé en 2021 a permis de consolider nos résultats et de les accélérer. En matière de recherche, plus de 600 publications, 48 brevets, des laboratoires communs avec l'industrie, comme Pasqal, Institut d'Optique, Quandela, C2N. Nous avons aussi consolidé, vivifié cette recherche. La formation, même chose. Plus 40 % sur les masters, plus 25 % sur les doctorants. Ces talents, évidemment, alimentent nos laboratoires, ils alimentent les start-ups. Le but, c'est qu'ils puissent aussi continuer d'alimenter les grands groupes qui ont besoin de se nourrir, de consolider leur expertise, leur connaissance en la matière. Nous avons, en parallèle, renforcé notre autonomie sur plusieurs composants critiques : cryogénie, laser, interconnexion.

En termes de calcul, nous déployons, ici, à Bruyères, le premier exascale public au monde. Pour accélérer le développement des acteurs privés, nous avons mis en place un programme d'achat public souverain, le programme dit « PROQCIMA », lancé en 2024, qui a déjà engagé 500 millions d'euros pour porter cinq entreprises françaises. Grâce à cela, la France compte cinq champions de l'ordinateur quantique sur cinq filières technologiques différentes, tous issus de nos plus grands laboratoires : Pasqal, Quandela, Alice & Bob, Quobly et C12. Nous avons même des entreprises qui ouvrent leurs premières usines comme Alice & Bob. Il n'y a pas aujourd'hui en Europe un écosystème de formation, de recherche et de start-up aussi complet que le nôtre et sur lequel les investissements ont été aussi massifs ces dernières années. C'est une force et aucun autre pays au monde, à l'exception des États-Unis et de la Chine pour autant qu'on en connaisse, n'a su faire émerger une telle diversité technologique. C'est une force stratégique majeure. C'est pour cela que l'on a les moyens de réussir.

Sur le quantique, je le dis ici avec beaucoup de force, on a les moyens d'être dans les gagnants de cette course. Sur les semi-conducteurs, la stratégie nationale d'accélération de juillet 2022, avec 5,5 milliards d'euros aux engagements confondus, nous a permis de reconstruire, avec STMicroelectronics, qui accélère formidablement et qui est en train, là, de faire, ces derniers mois, un parcours remarquable, Soitec, là aussi, je parle des start-up d'hier devenues des grands groupes d'aujourd'hui liés encore une fois au laboratoire du CEA, à la recherche publique, à l'écosystème remarquable de Grenoble et de Crolles, SiPearl, Vsora, je pense aussi au projet Crolles avec GlobalFoundries, notre participation aussi au projet important d'intérêts européens communs, les fameux PIIEC microélectronique. Sur tout ça aussi, nous avons augmenté nos capacités de production, nous avançons, même si nous savons que nous avons encore des dépendances sur ce volet à l'égard de Taïwan, comme d'ailleurs le reste du monde.

Les partenariats industriels et de recherche que l'on est en train de bâtir, avec Foxconn et d'autres, consolidés l'année dernière, sur lesquels on va encore revenir lors du Choose France, seront à cet égard décisifs. La France a tenu son rang, elle investit, mais comme je le disais, le rythme de nos concurrents nous oblige à passer à la vitesse supérieure. J'en viens maintenant à l'avenir. Il faut garder ce qu'on a très bien su faire et qui est notre force, et donc consolider l'intrication de notre écosystème. Il faut continuer à investir sur l'amont, formation, recherche fondamentale, l'écosystème de recherche. Il nous faut accélérer l'industrialisation, les innovations de rupture et la consolidation. C'est là où, si l'on veut gagner cette partie, il faut absolument changer d'échelle. Alors ici, à Bruyères, je veux revenir sur plusieurs éléments et plusieurs annonces françaises et européennes, mais insister vraiment sur ce mot d'ordre pour ces annonces.

Il faut continuer de faire ensemble, c'est-à-dire faire converger les initiatives. Pour le programme de recherche, qui doit beaucoup mieux associer industriels et start-ups encore, pour les start-ups les plus en pointe, qui doivent maintenant passer à une phase de convergence des technologies ou du moins de rapprochement sur des plateformes communes en lien avec la recherche publique. Je veux ici vous inciter à continuer. L'esprit est déjà là. J'ai pu encore le mesurer ce matin. Je le vois à chaque fois dans mes déplacements et depuis tous les rendez-vous de suivi du plan de 2021. Mais il est nécessaire de continuer à renforcer cet esprit de collectif.

Premièrement, avec le Gouvernement, nous voulons ici aujourd'hui vous dire que nous allons décider d'un abondement immédiat de la stratégie nationale quantique à hauteur d'un milliard d'euros. Cet investissement, ce supplément d'un milliard, est mobilisé via France 2030. Je veux remercier les équipes, l'autorité du Premier ministre et des ministres, qui ont redéployé les priorités, qui va permettre d'avancer très concrètement. C'est le renforcement des cœurs de calcul avec l'accélération de notre programme d'achat public PROQCIMA, que j'évoquais, qui a permis de faire émerger ces cinq champions. C'est le cofinancement du futur programme européen d'acquisition de calculateurs tolérants aux fautes. Dont j'ai bien compris, ça m'a été réexpliqué ce matin, combien c'étaient des éléments de rupture extrêmement importants. Je le dis parce que pour les béotiens comme moi, c'est parfois contre-intuitif. C'est l'appui aux agences de programmes du CEA, de l'INRIA sur les infrastructures et les logiciels et applications. C'est un soutien aux technologies hors calcul, capteurs et communications quantiques. C'est enfin le socle de recherche des talents et de la normalisation en prolongeant et renforçant le programme de recherche et le programme de soutien à la formation des QuanTEdu.

Avec l'effort de la recherche et des armées, le retour européen et l'effet de levier privé, ce sont ainsi près de 3 milliards d'euros qui seront mobilisés sur 5 ans pour notre pile quantique nationale. Ça, c'est le premier élément qui permet cette accélération et qui est dans la droite ligne de ce que nous avons fait pour consolider les efforts.

Deuxième élément, nous engageons la France dans un nouveau programme de financement européen sur l'électronique, le PIIEC dit Advanced Semiconductor Technologies, alias AST, à hauteur de 550 millions d'euros pour la contribution française, afin de financer la recherche et l'industrialisation sur les technologies pertinentes pour l'IA et les data centers.

La pré-notification s'ouvrira le mois prochain, en juin. Le gouvernement présentera en juillet une nouvelle stratégie nationale électronique à horizon 2035 et finalisera pour juin à Vivatech les conclusions de la mission franco-allemande sur l'innovation de rupture qui a été conduite, comme nous l'avions demandé par les deux gouvernements, par Bpifrance et SPRIND. Je demande dans le même mouvement à nos organismes, CEA, CNRS, INRIA, IRT, de constituer dans la continuité de leurs échanges de ce matin une coalition européenne de recherche et de technologie alignée avec Fraunhofer, Helmholtz, Max Planck, IMEC, TNO, etc., et engagée par ces partenariats sur une stratégie commune de préférence européenne.

Pour tout cela, nous devons pouvoir nous appuyer sur notre écosystème aussi privé. A ce titre, je veux saluer la vague de partenariats industriels que cette séquence rend visible et qui sont aussi une force pour cette deuxième phase que nous enclenchons. Le rachat de Bull via l'APE est un signal fort de cette stratégie d'État actionnaire, et Bull aura vocation à jouer le rôle d'un des consolidateurs européens dont notre continent a besoin. On l'a encore vu ce matin sur la partie interconnecteur. Je pense aussi au partenariat de Quobly avec STMicroelectronics, qui ouvre l'accès à une usine de production en volume. L'acquisition par la France d'un calculateur quantique Alice & Bob, tolérant aux fautes, hébergé ici, au très grand centre de calcul du CEA en 2027. L'implantation par Quandela de sa future semi-conducteur Facility à Munich. Le partenariat tripartite avec Qbifort, Scaleway et Pasqal, qui formalise une verticale quantique souveraine. Le projet de réseau à calculateur quantique multiple entre OVHcloud et WeLinq. Le retour de fonderie de première puce de SiPearl. On a vu ce matin des échantillons. Et le contrat conclu entre STMicroelectronics et AWS, qui permet à une entreprise française de devenir le fournisseur stratégique d'une infrastructure de calcul américaine, ce qu'il ne faut pas sous-estimer.

Voilà un écosystème devenu maîtrisé, intégré, exportable et qui accélère et qui est aussi une force pour cette phase. En quelque sorte, l'amorçage, c'est maintenant l'accélération et la consolidation industrielle, et nous devons tous nous mobiliser. Face à cette accélération mondiale, aucun pays ne pourra réussir seul, et c'est pourquoi, au-delà de ces deux annonces françaises, c'est aussi une phase d'accélération européenne que nous allons porter. La France a porté le Chips Act, s'est engagée dans le Quantum Flagship, dans EuroHPC. Elle impulse aujourd'hui le futur Quantum Act et la révision du Chips Act, et prendra toute sa place dans les fameuses AI factories. Pardon pour cette multiplication d'anglicismes. Mais nous devons continuer d'aller plus loin, comme je le disais, sur toutes les couches ; semi-conducteurs, HPC, quantique, cloud, IA, qui ne forment plus qu'un seul continuum pour avoir un stack souverain européen. Nous devons en faire une doctrine, ce qui impose à mes yeux, là aussi, au niveau européen, un changement de méthode et une accélération.

D'abord, la méthode. Il convient de beaucoup mieux associer public et privé au niveau européen. Je dirais que l'Europe est très en retard par rapport à la France. Les sept tech-créateurs : Airbus, ASML, Ericsson, Mistral, Nokia, SAP, Siemens, qui se sont exprimés récemment, parlent pour l'industrie de notre continent, et ils ont raison. Il faut le faire ensemble, associer les laboratoires publics de nos pays, engager un vrai programme commun autour de la Commission européenne avec les pays les plus engagés pour avancer. Pour ça, nous devons avoir deux exigences que nous allons porter, au-delà des régulations européennes que nous allons prendre.

La première, il faut une Europe qui se choisit et se protège. Depuis huit décennies, c'est la commande publique américaine qui fait la Silicon Valley. Ce qui fonctionne, on l'a bien vu dans le programme qu'on a fait, c'est pour ça qu'on va abonder, c'est PROQCIMA. C'est décider des vrais publics d'achat souverains. Les États-Unis et la France n'ont jamais eu honte de ces politiques d'achat. La Chine achète souverainement. En Europe, ça reste un gros mot. Ça fait des années que je me bats, dès 2017 où j'ai parlé de cette souveraineté européenne. La commande publique européenne, elle est clé, et elle est clé en particulier dans tous les segments de recherche, d'innovation et d'industrialisation que nous évoquons. C'est pour ça que la France a pris cette initiative et porte avec l'Allemagne, l'Autriche, les Pays-Bas et la Pologne, une proposition qui structurera le futur Quantum Act autour d'un projet européen massif d'achat public de calculateurs, conçu, fabriqué et opéré par des entreprises européennes, libres de toute législation, à portée extra-territoriale. Nous connaissons l'importance de celle-ci, surtout en matière de défense.

Il faut étendre cela à des obligations d'achat européen dans nos marchés critiques ; supercalculateurs, processeurs quantiques, cloud souverains, gigafactory d'IA, composants de notre base industrielle de défense. Ensuite, des exigences de valeur ajoutée européenne. Nous portons, avec l'Allemagne et les Pays-Bas, une position ambitieuse pour la révision du Chips Act, orientée par la demande, avec une exigence de valeur ajoutée européenne dans les marchés EuroHPC et des exigences de contenu européen assumées. Le secteur privé ne se mobilise pas par les colloques ni par la régulation, il se mobilise par les contrats. C'est notre devoir à tous. Et puis, nous devons assumer des mesures de défense, c'est-à-dire de sauvegarde, quand les clauses s'imposent, de préférence européenne, l'équivalent d'une section 301 à l'européenne. Il n'y a aucune raison que, quand notre souveraineté est en jeu, bousculée par des acteurs étrangers qui viennent après nous imposer par leurs propres acteurs leur extraterritorialité, nous ne réagissions pas. Nous nous battons toutes ces dernières années pour le faire. Dans les secteurs qu'on évoque, c'est plus nécessaire qu'ailleurs encore.

La deuxième exigence, c'est la magnitude du financement, c'est la mère des batailles. Au-delà de ce que j'ai annoncé pour la France, soyons honnêtes, aucun budget national ne sera à la hauteur de l'échelle d'investissement public et privé qu'il faut mobiliser. Ce dont on parle aujourd'hui sur le quantique et l'électronique de pointe, tout ce qui est aussi largement le calcul, nécessite une Europe qui investisse beaucoup plus massivement. Une Europe qui accepte une politique de concurrence adaptée, modernisée, pour permettre à des champions d'émerger. Je vais être très simple, la bataille qu'on va mener dans les prochains mois, elle a deux piliers fondamentaux. Quand vous en entendrez parler, on les voit souvent comme abstraits. Je veux que vous compreniez pleinement qu'ils sont clés pour votre recherche et votre industrie. On ne peut pas gagner la bataille du quantique, de l'électronique, du calcul si on ne mène pas ces deux combats au niveau européen.

Le premier, c'est la taille du budget européen sur la période 2028-2034. On va négocier toute cette fin d'année le budget européen. Si sa taille n'est pas massivement augmentée, l'Europe ne sera pas à la hauteur des défis en matière de défense et de sécurité, de quantique, d'IA et de green tech. Si on ne fait pas l'investissement aujourd'hui, compte tenu de l'accélération que j'évoque, nous sortirons du paysage. Alors, j'entends tous les gens qui me disent : « il ne faut pas trop dépenser en ce moment en Europe. » Mais regardez ce que les Américains et les Chinois dépensent, il ne faut pas dépenser davantage sur nos politiques historiques. Il faut les préserver et les moderniser. Mais il faut dépenser au moment de cette course d'innovation, sinon nous dépendrons demain. La clé derrière tout ça, c'est d'avoir une Europe qui investit en empruntant sur le marché mondial. Nous allons continuer de défendre l'idée d'un emprunt européen pour la recherche, l'innovation et la technologie dans ces technologies critiques, afin de bâtir de nouveaux programmes. C'est un devoir pour nos enfants. L'Europe au niveau agrégé est sous-endettée par rapport aux Chinois et aux Américains, massivement. Si on demande à chaque État de contribuer, aucun État ne dira je veux accroître ma contribution nationale pour financer cette Europe. Si ensuite on dit, ça dépend de ressources propres, combat que je mène depuis 5 ans, ils nous diront tous : « nous ici, on ne veut pas la taxe numérique, ça va fâcher les Américains. Ici, on ne veut pas des ETS, on n'est pas d'accord avec votre modèle. » On va mener ce combat. Comptez sur moi. La clé, c'est de faire ce qu'on a su faire au moment du Covid, parce qu'il y avait urgence. Ce qu'on a fait il y a quelques semaines pour l'Ukraine, parce qu'il y avait urgence. Je le dis très clairement, il y a une urgence de souveraineté, de recherche, de technologie pour notre Europe à investir sur ces technologies critiques. L'Europe doit aller sur un investissement d'avenir et un emprunt d'avenir ensemble dans les prochains mois.

Le deuxième élément clé, c'est de mobiliser l'argent privé. Nous devons parachever l'union bancaire et on doit bâtir une union des marchés de capitaux, une union du financement commun. Pourquoi ? Parce que c'est le seul moyen d'avoir des acteurs privés qui vont investir dans vos technologies. Aujourd'hui, je donnais les chiffres, quelle est la force des Américains ? Ils ont un marché intégré. Ils ont des acteurs à l'échelle du continent qui investissent massivement. Nous, on a construit des régulations sur nos banques et nos assurances qui financent 70 % de nos économies, qui leur interdisent de financer l'innovation et les fonds propres. Bilan des courses : notre épargne, est plus abondante que l'épargne américaine, ne va que pour financer les obligations du monde entier ou pour aller chercher du profit en finançant des innovations américaines. Des centaines de millions partent chaque année. Adaptions notre régulation enfin cette année et bâtissons cette union des marchés de capitaux, cette union de l'épargne et du financement, c'est la même chose, en consolidant une épargne européenne et en disant : « l'épargne qu'ont les Européens, affectons-la dans les domaines critiques où il y a des besoins de souveraineté et de la rentabilité. » C'est la deuxième bataille clé que nous allons mener.

Voilà, Mesdames et Messieurs, je ne veux pas être plus long, mais je voulais vous dire ici ce que la France a décidé pour elle-même, ce que nous portons au niveau européen, et les combats que nous allons conduire. Parce que je suis très fier de ce que nous avons fait ces dernières années tous ensemble. Tout ça s'inscrit dans des décennies de recherche fondamentale, de recherche appliquée, menée et portée par nos universités, nos organismes de recherche. Mais depuis 5 ans, nous avons donné une phase d'accélération inédite. On doit encore accélérer et passer à l'échelle. C'est maintenant. De Saclay à Grenoble jusqu'à Munich ou autres, c'est cette Europe que nous voulons. C'est cette France forte, parce que la France est parmi les leaders mondiaux aujourd'hui sur ce dont nous parlons. 18 mois, voilà l'horizon. 18 mois pour bâtir, accélérer, investir, acheter et garantir l'indépendance de la France et de l'Europe à horizon de 2050. C'est une aventure formidable. C'est le défi que nous allons relever tous ensemble. Vive la République et vive la France.

Merci à vous.